

**PROTOCOLE**  
**MODIFIANT LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE**  
**TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION**  
**ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE**  
**EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU,**  
**SIGNES A BRUXELLES LE 26 AVRIL 1993**

**PROTOCOLE**  
**MODIFIANT LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE**  
**TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION**  
**ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE**  
**EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU,**  
**SIGNES A BRUXELLES LE 26 AVRIL 1993**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE,**  
la Communauté flamande,  
la Communauté française,  
la Communauté germanophone,  
la Région flamande,  
la Région wallonne,  
et la Région de Bruxelles-Capitale,  
d'une part,

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE,**  
d'autre part,

**DÉSIREUX** de conclure un Protocole (ci-après dénommé le « Protocole modificatif ») modifiant la Convention et le Protocole entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signés à Bruxelles le 26 avril 1993 et entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997 (ci-après dénommés la « Convention ») ;

**SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES:**

## ARTICLE 1

1. L'article 3 (Définitions générales), paragraphe 1, (d) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit:

«(d) l'expression "autorité compétente" désigne :

- en ce qui concerne l'Inde, le *Central Government in the Ministry of Finance (Department of Revenue)* ou son représentant autorisé, et
- en ce qui concerne la Belgique, suivant le cas, le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé; »

2. Le sous-paragraphe (k) suivant est inséré après le sous-paragraphe (j) de l'article 3, paragraphe 1 de la Convention :

« (k) l'expression « en matière fiscale pénale » désigne toute affaire fiscale faisant intervenir un acte intentionnel, avant ou après l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui est passible de poursuites en vertu du droit pénal et/ou du droit fiscal de la Partie requérante. »

## ARTICLE 2

L'article 26 (Echange de renseignements) de la Convention est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements (y compris des documents ou copies certifiées de documents) qui sont vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1<sup>er</sup> et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat qui fournit ces renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
  - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
  - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
  - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. Les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne. »

### ARTICLE 3

L'article 27 (Aide et assistance au recouvrement) de la Convention est supprimé et remplacé par l'article suivant :

#### « Article 27

##### Assistance en matière de recouvrement des impôts

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1<sup>er</sup> et 2. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.
2. L'expression « créance fiscale » employée dans le présent article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à la présente Convention ou à tout autre instrument auquel ces Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de mesures conservatoires afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de cette législation, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.
4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat, acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat prend des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.
6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre Etat contractant.
7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande ait été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat contractant ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être
  - a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu de la législation de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou
  - b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement,

l'autorité compétente du premier Etat notifie promptement ce fait à l'autorité compétente de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.
8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
  - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
  - b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
  - c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;

- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant. »

#### ARTICLE 4

1. Chacun des Gouvernements des Etats contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, qu'il a été satisfait à toutes les conditions et procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Protocole modificatif.
2. Le Protocole modificatif, qui fait partie intégrante de la Convention, entrera en vigueur à la date de la seconde des notifications mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> et ses dispositions seront applicables:
  - a) en matière fiscale pénale, à cette date; et
  - b) pour toutes les autres questions visées aux articles 1, 2 et 3, à cette date, mais seulement en ce qui concerne les périodes imposables commençant à partir de cette date ou, à défaut de période imposable, toutes les impositions prenant naissance à partir de cette date.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole modificatif.

**FAIT** à New Delhi, le 9 mars 2017, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise, anglaise et Hindi, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence entre les textes, le texte anglais s'appliquera.

**POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:**

Pour la Communauté flamande:

Pour la Communauté française:

Pour la Communauté germanophone:

Pour la Région flamande:

Pour la Région wallonne:

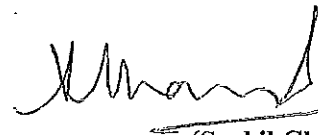
Pour la Région de Bruxelles-Capitale:

**POUR LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE:**



(Jan Luykx)

Ambassadeur de Belgique en Inde



(Sushil Chandra)

Président, Central Board of Direct Taxes